
Conclusion

Le rapatriement des ressortissants Maliens de Côte d'Ivoire fut douloureux. Les autorités maliennes et toutes les couches sociales se sont investies pour accueillir leurs compatriotes fuyant les conflits meurtriers en Côte d'Ivoire. Ce qui est différent des cas de déplacements brusques de masses qui ont provoqué des conflits ouverts ou même des rebellions avec le recrutements de mercenaires dans d'autres pays africains

Le retour massif des maliens de Côte d'Ivoire n'a pas provoqué de conflit ouvert malgré les pressions sur les ressources en général et les tensions sociales que le rapatriement a créé. Au delà de la traditionnelle hospitalité malienne, les retournés ont été accueillis à bras ouverts car ce sont des gens qui, la plupart du temps, ont gardé le contact avec leurs familles respectives. Par ailleurs, l'apport des médias a été crucial dans la sensibilisation de la population sur le déroulement du rapatriement et du conflit en question en Côte d'Ivoire. Les médias ont exhorté la population à accueillir leurs frères, leurs parents en détresse en Côte d'Ivoire. Ce qui a renforcé davantage le sentiment de solidarité de la population. Une nouvelle situation est donc apparue au Mali, contrairement aux thèses de l'exacerbation des conflits suite à l'augmentation démographique et à l'intervention négative des médias. Les médias publics et privés ont plutôt joué un rôle d'atténuation de la situation et d'encouragement de la population à accueillir ses enfants fuyant les conflits armés en Côte d'Ivoire. Les modes traditionnels de prévention et de gestion des conflits ont fait en sorte que les tensions relatives à l'accès des ressources provoquées par le rapatriement ne se sont pas transformées en conflits violents.

Si la réinsertion socio-économique fut une lueur d'espoir pour certains, pour beaucoup d'autres, elle fut un cauchemar. Si on sollicite la population pour évaluer les politiques mises en place pour la gestion du phénomène, le bilan serait probablement encore pire du point de vue économique. Pourtant

les analyses sociologiques ont démontré un investissement humain considérable. Autant les infrastructures manquent pour intégrer les talents, autant les migrations vers d'autres horizons que la Côte d'Ivoire persistent.⁸⁴

La réinsertion socio-économique ne sera effective que le jour où les autorités seront conscientes de la pertinence des compétences et du savoir-faire de ces retournés pour élaborer enfin une vraie politique d'investissement pour non seulement assurer leur réintégration, mais aussi l'intégration des milliers de chômeurs qui sortent des écoles maliennes chaque année.

La situation des « retournés » Maliens nous conduit à trois problématiques. La première est sous-régionale et est relative à la politique d'intégration prônée par la CEDEAO et l'UEMOA. L'Afrique est un continent de mouvement où la sédentarisation des personnes et des groupes, consécutive à la colonisation et à l'apparition de l'Etat moderne n'a pas mis fin à la permanence des flux migratoires qui trahissent la densité des populations et la complexité des relations entre l'Etat, les individus et les réseaux (Sindjoun 2004:358). Les projets individuels de migration subissent d'une part l'influence directe ou indirecte des réseaux tantôt ethniques, tantôt religieux, et d'autre part, ils sont bricolés et mis en œuvre en tenant compte de l'Etat comme illusion ou réalité de contrôle des entrées et des sorties dans son territoire, comme fabricant des identités ou des statuts et pôle d'identification (Sindjoun 2004:358).

Avant la colonisation, en Afrique occidentale, les peuples ou groupes ethniques vivaient une forme d'intégration relativement harmonieuse basée sur des échanges commerciaux. Les frontières actuelles, arbitrairement artificielles, n'existaient pas. Après près d'un demi-siècle d'indépendance, et de construction d'Etats-Nations, l'échec est évident et est perceptible à travers l'instabilité permanente de nos Etats. L'Afrique toute entière est un continent vaste, diversifié et complexe. Si l'« intégration moderne » s'avère illusoire au niveau continental, une intégration moderne sous-régionale en Afrique de l'Ouest est possible, d'autant plus que les peuples et les groupes ethniques, au delà de certaines considérations créées par les hommes politiques, se sentent culturellement et historiquement proches les uns des autres. Economiquement, les « Etats nations » de cette région sont interdépendants ; donc ils peuvent constituer un vaste ensemble politique et économique.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que les fondateurs de la CEDEAO et même de l'UEMOA ont créé ces organisations internationales sous régionales. Parmi les questions que le résultat de notre étude soulève avec la crise ivoirienne et ses conséquences sur la sous région en général et sur le Mali en particulier, nous avons le problème de la fonctionnalité ou de l'effectivité de l'UEMOA et de la CEDEAO. Ces deux institutions sous-régionales soutiennent dans leurs chartes la libre circulation des biens et des personnes, donc la « libre mobilité ». Mais ce qui se passe aujourd'hui dans l'espace CEDEAO et de l'UEMOA, c'est la restriction de ces libertés. Le conflit ivoirien sur fond de xénophobie et d'idéologisation du concept de l'« Ivoirité » met en question les idéaux, les principes et les objectifs de ces organisations sous régionales. Pourquoi les textes de la CEDEAO et de l'UEMOA relatifs à la libre circulation des personnes et des biens tardent-ils à être effectifs ? Quels en sont les tenants et les aboutissants ? Est-il possible de créer une citoyenneté sous régionale en Afrique de l'Ouest ?

L'un des caractères de la CEDEAO est que les représentants des différents pays membres se réunissent en permanence pour discuter des problèmes de la sous-région et de l'intégration sans associer les populations concernées en l'absence desquelles aucune intégration crédible n'est possible. Les traités et les conventions sont signés par des leaders qui n'ont pas la volonté de mettre en œuvre les dispositions de ces textes car ils ne font pas descendre l'information et les enjeux de tels documents à la base. Leurs comportements vis-à-vis de ces résolutions à l'intérieur de leurs pays montrent ce manque de volonté politique d'application des accords qu'ils ont eux-mêmes discutés et signés. Pour que l'intégration ouest-africaine réussisse dans un monde globalisant où aucun pays évoluant individuellement ne peut être compétitif face aux grands ensembles économiques et politiques du système international, les leaders des quinze pays de la sous région ouest-africaine doivent associer la société civile et les populations de leurs pays respectifs dans la prise de décision – le processus de l'intégration – car ces deux groupes qui sont d'ailleurs confondus l'un dans l'autre constituent les véritables acteurs.

L'institution sous régionale, pour vulgariser ses activités et ses objectifs peut créer une station radio télévision sous-régionale, car pour une population sous régionale à majorité analphabète pour laquelle la tradition orale est toujours utilisée, ce moyen peut constituer un instrument efficace

d'éducation et d'information. Par ailleurs, chaque pays peut créer des rubriques dans les programmes des chaînes de télévision ou les radios nationales sur la CEDEAO, ses objectifs et sa nécessité.

La deuxième problématique concerne le statut des réfugiés et la prolifération des armes légères. Les textes du droit humanitaire doivent être relus afin de les adapter à la nouvelle situation des conflits en Afrique. Nouvelle situation relative aux mercenaires combattants qui, pour passer inaperçus afin de commettre des actes criminels, se font enregistrer dans les camps de réfugiés. Les conditions d'accueil des réfugiés et leur inscription sur la liste des réfugiés doivent être revues.

La troisième problématique est la situation de pression sur les ressources naturelles dans le sud du Mali. La vague de rapatriés, les pressions sur les ressources (surtout naturelles) qui se raréfient et la mobilité physique et idéologique des anciens combattants de Côte d'Ivoire constituent-elles une menace à long terme pour la sécurité nationale du Mali ? Les questions foncières et minières peuvent-elles être exploitées par des hommes politiques en vue de leur idéologisation ? Tels sont les questionnements liés à la situation actuelle qui prévaut au Mali après le rapatriement brutal des ressortissants maliens immigrés en Côte d'Ivoire depuis quelques décennies.